

ACTION URGENTE

ZIMBABWE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS A ÉTÉ ACQUITTÉ DE TOUTES LES CHARGES RETENUES CONTRE LUI

Evan Mawarire, pasteur et défenseur des droits humains au Zimbabwe, a été acquitté des charges de « subversion d'un gouvernement conforme à la Constitution » le 29 novembre.

Evan Mawarire, pasteur et défenseur des droits humains qui dirige le mouvement #ThisFlag, a été acquitté des charges de « subversion d'un gouvernement conforme à la Constitution » par la Haute Cour le 29 novembre. S'il avait été reconnu coupable, il aurait risqué jusqu'à 20 ans d'emprisonnement.

Evan Mawarire a été arrêté le 1^{er} février à son arrivée à l'aéroport international de Harare. Sa famille et lui avaient fui le pays car ils craignaient pour leur sécurité. Il avait été inculpé de « subversion d'un gouvernement conforme à la Constitution » et d'« outrage au drapeau national du Zimbabwe ». Ce dernier chef d'inculpation avait été abandonné. Ces chefs d'inculpation étaient liés à son rôle dans le mouvement #ThisFlag, qui a lancé une opération nationale « ville morte » au Zimbabwe en juillet 2016 pour protester contre la corruption et la dégradation des conditions socioéconomiques dans le pays. Il a par la suite été libéré contre une caution équivalente à 300 dollars des États-Unis.

Evan Mawarire a de nouveau été arrêté le 26 juin pour avoir animé des séances de prière avec des étudiants en médecine de l'université du Zimbabwe protestant contre la hausse des frais de scolarité. Il a été inculpé d'« incitation à la violence publique » et de « troubles à l'ordre public » à l'université du Zimbabwe et libéré sous caution. Il a été jugé, et le 29 septembre, le tribunal de première instance l'a acquitté de ces chefs d'inculpation. Il a également été arrêté le 24 septembre pour avoir publié sur les réseaux sociaux des vidéos critiquant la dégradation des conditions économiques dans le pays. Il a été libéré car l'État ne l'a pas traduit en justice avant la fin de la période de 48 heures prévue par la loi.

« Ce que vous (Amnesty International) faites pour les gens comme moi, toutes ces campagnes internationales... vous ne le voyez peut-être pas sur le terrain, mais cela permet aux gens comme moi d'être en sécurité. Je vous remercie. » Evan Mawarire.

Merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels. Aucune action complémentaire n'est requise de la part du réseau Actions urgentes.

Ceci est la cinquième mise à jour de l'AU 169/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr46/7099/2017/fr/>

Nom : [Evan Mawarire](#)
Homme

[Informations complémentaires sur l'AU 169/16, AFR 46/7520/2017, 6 décembre 2017](#)

URGENT ACTION

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Formatted: Spanish (Spain)

Formatted: Spanish (Spain)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

HUMAN RIGHTS DEFENDER ACQUITTED OF ALL CHARGES

Pastor Evan Mawarire, a human rights defender in Zimbabwe, was acquitted of the charge of ‘subversion of constitutional elected government’ on 29 November.

Evan Mawarire, a pastor, human rights defender and leader of the #ThisFlag movement, was acquitted of the ‘subversion of constitutional elected government’ charge by the High Court on 29 November. If he had been found guilty he risked a 20-year prison term.

Evan Mawarire had been arrested on 1 February upon arrival at Harare International Airport. He and his family had fled the country fearing for their safety. He was charged with ‘subversion of constitutional elected government’ and ‘insulting the national flag of Zimbabwe’. The latter charge was dropped. These charges were in relation to #ThisFlag’s role in calling for a national shutdown down in Zimbabwe in July 2016 in protest against corruption and the deteriorating socio-economic conditions in the country. He was later released on USD 300 bail.

Earlier in the year on 26 June, Evan Mawarire was arrested for holding prayers with University of Zimbabwe medical students who were protesting against fee increases. He was charged with ‘inciting public violence’ and ‘disorderly conduct’ at the University of Zimbabwe and released on bail. He went on trial and on 29 September, the Magistrates’ Court acquitted him of the charges. He was also arrested on 24 September for posting videos on social media, criticizing the deteriorating economic situation in the country. He was released after the state failed to bring him to court before the 48-hour period prescribed in law.

“The work you (Amnesty International) do for people like me, all the international campaigning... you may not see it on the ground, but it keeps people like me safe. Thank you.” Pastor Evan Mawarire.

Thank you to all those who sent appeals. No further action is requested from the UA network.

This is the fifth update of UA 169/16. Further information: <https://www.amnesty.org/en/documents/afr46/7099/2017/en/>

Name: Evan Mawarire
Gender m/f: Male

Further information on UA: 169/16 Index: AFR 46/7520/2017 Issue Date: 6 December 2017